

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE

Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

ABONNEMENTS :
Trois mois : 3 fr. 50 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

LA LOI SUR LA PRESSE



C'est tant seulement pour m'y habituer, les gones.... Eh ben, vrai, la Mirza, elle a raison : c'est pas canant!

BIBLIOTHÈQUE DE LYON

STRATÉGIE FINANCIÈRE

Je ne puis pas retenir, les gones, les satisfaisances de mon cœur quand je pense, cristi, que nous vous enfin finalement écramailler ces godelureaux de Purschiens, mais les écramailler à coups de pièces de cent sous qu'y leur restera pas un poil sur le cotivet. Et cusses, les grosses bugnes, y vont arrimais se défendre avé de mitrayeuses que gicleront de jaunets tout reluisants. Oh! c'tte fois, pauvres mamis, tout le monde s'engage, et même ment qu'on sera obligé d'en refuser de sordats. Ça sera-t-y canant, nom d'un rat! de se sentir déchicoté sa capote avé de louis d'or, et d'arrecevoir sus le pif de bourrons de billets de banque. Ben sûr que Gnafron qu'avait peur des canons à la croupe, aura pas peur de ceusses que l'y cracheront de pignoles au gousset. Et moi, matru canezard, qu'avait déjà gribouillé mon testament de crevaision pour laisser mes mioches en héritance à la Charité et me reganiser un mequier de rente voyage à Albigny! Ah! ben voui, s'agit ben de gueuler la misère. Vela te-t-à-coup un miracle de crédit publicain que vous ébarliaude la voyance, déchire comme l'éclair le bedon du firmament et fait pleuvre de piastres, qui gn'a tant selement à renverser son parapluie pour aggraver de z'infortunes. Les gones, vrai de vrai, j'y pas pas tenir; faut absolument que j'arremercie le finaud qu'a trouvé moyen d'éventrer les bourses de la Providence....

A M'sieu le citoyen Pouillé-Quartier, ministre des finasseries de la République impériable de Paris.

Esselence,

Je vous demande ben excuse de l'audacerie avé laquelle je vous fais repasser la présente à seule fin de déposer devant les fumerons de vote majesté la tartine des émutions, impétitions et complimantations qui sigognent les boyes de ma reconnaissance. Je me imagine que vous serez indurgent pour mes bajasseries, pace que vous arregardez pas de si près à la comprenette de ceusses qui vous parlent au nom de la République; et pour grimpoter jusqu'à vous je me suis faulfilé dans la dernière fournée qu'arrive de la province, et j'espère ben moi, pauvre benêt, de tâcher moyen de faire en sorte de passer avé les autres.

Ah! donc, M'sieu, de depuis longtemps y me semblait comme à vous que si on pouvait mamin-gancer une guerre ousqu'on se caresse le casaque avé de z'écus, tout le monde voudrait n'en être, et qu'y manquerait pas de munitions. J'ai conséquablement été beaucoup benaise de voir que vous tombiez en plein dans mon idée impolitique et que vous y décrochiez la pelle aux capitaux. Censément, ça sera p-t-être à l'incontraire de l'autre guerre: les gros y se chapoteront les premiers sus le terrain et les petits y grignoteront à la réserve, ceusses qu'en auront. Mais ça fait rien: c'tte espèce de manivelle de finasserie va remonter le relogé de la gloire nationale, la société reprendra la devotion à Saint-Frusquin, et la France qu'était déguenillée fichera aux équevilles le cotillon de la misère. Oui, M'sieu, merci! Grâce à vous nous ons plus de z'œufs après l'omelette que paravant. Remerci.

Aussi vote gouvernement avé les sous [et les yards a encaparé la confiance de tout le pays. Même ment les paysans de campagne vous ont essepédié un cuchon de noimante mamis sans-culottes qu'y faudra leur z'en acheter, et à quéque z'uns rapetacer la chemise de leur irréputation. Vous aurez la peine, mais nous aurons le profit. Encore un merci!

Remerci, enfin, pour à cause que vous avez doublé le nombre des canezards de l'ateyer-gouvernementable, sans faire passer les apprentis par les detranca-noirs de Trie à nous. 750 mequiers à 25 francs par jour, c'est rien quand on sait ramyer cinq mille yards en huit heures de temps. Et d'aveurs, que guiable! pisque vous nous assassinez de picailons, nous pouvons pas vous jeter la pierre.

Mais, M'sieu le ministre, à quand même vous êtes remonté sus le benon de Plutus, faudrait pas rien oublier ceusses qu'ont desembrouillé vote longueur et qu'ont pinceté vote façade. Gn'a pas que les militaires qu'ont mérité de décollations en depuis la bataille des Réchauffés. J'ose vous arredemander la croix pour

M'SSIEUR ROSSECHIDE.

Ce gone à lui tout seul vous a aboulé douze cents myions. C'était tout ce qui possédait, le pauvre vieux. Fallait ben qu'y n'eusse z'aveu une indigestion de patriotisme aigü. Et pis vous allez voir comment il a trouvé moyen de se venger de ces salopiaux de Purschien. J'entends rien, moi, aux sciences de thème à trique, mais Gnafron que demène les escalins à la maison commune, a griffonné z'un carcul, comme quoi ce M'sieu Rossechide, par le moyen de quate francs par coupe d'augmentation, a pu gagner 59 myions en huit jours. Et ben, disez donc, M'sieu Pouillé-Quartier, c'est y un imbecille, qui-là? Et ne lui cognerez-vous pas un bout de ruban à sa veste pour avoir si adroitement sauvé l'argent de la patrie.

En foi de quoi, M'sieu le Pouillé Quartier, ministre, etc., je recourbe me n'échine devant vote cassette et vous degobille mes infusions distinguées.

GUIGNOL.

Post crudum. — Pardon, M'sieu, pourriez-vous pas apprendre à vos ouvriers à blagues de la Chambre le mequier de M'ssieu Rossechide? J'ai fait carculer à Gnafron que dans deux jours y pourriont gagner six mille yards les uns dans les autres.

Le Résultat des Elections.

C'est en vain que l'on s'interroge, que l'on examine sous toutes les faces l'état des choses qui s'est manifesté par le résultat des élections, on ne voit nulle part des indices qui puissent satisfaire l'une ou l'autre des deux grandes fractions qui divisent la France.

Ce ne sont certes pas les conservateurs: l'échec qu'ils ont subi a été aussi complet que possible. On pouvait le prévoir et il y a deux mois, à la suite de l'échauffourée du 30 avril, nous jetions le cri d'alarme et nous signalions les élections municipales comme preuve que l'on était entré dans une fausse voie. Nous n'avons pas été écouté et nos observations ont été même interprétées d'une manière défavorable pour nous. Cet échec ne nous a pas découragé et, lorsque la lutte entre la Commune de Paris et le pouvoir légal a pris le caractère d'une répression brutale et violente, nous avons, au risque de nous compromettre davantage, persisté dans nos appréciations; nous avons déclaré que le chef du pouvoir exécutif exerçait sur l'Assemblée une domination fatale et, par une déplorable politique intérieure, compromettait la popularité de nos représentants et la cause du parti conservateur, nous avons encore été moins heureux et les reproches les plus amers ne nous ont pas fait défaut. Nous sommes-nous trompés et nos plus fâcheuses prévisions ne se sont-elles pas réalisées? Les conservateurs viennent de subir une défaite générale et pourtant il n'y a pas vingt semaines qu'ils avaient remporté un succès éclatant et qu'ils semblaient définitivement maîtres de l'opinion. Quelle peut être la cause d'un si rapide et si complet changement, comment expliquer que le parti avancé, écrasé par la force, s'est trouvé tout à coup uni pour la lutte légale, si ce n'est pas le fait même que nous signalions? Toute compression et toute violence, disions-nous, ne sert qu'à surexciter la force morale de ceux qui subissent cet écrasement et l'on chercherait inutilement une autre explication à ce phénomène moral qui est une vérité philosophique bien connue. Pourquoi donc avoir voulu se jeter dans une voie dangereuse et mauvaise, tandis qu'il y en avait d'autres plus justes, plus efficaces et plus fécondes en résultats? Pourquoi aussi avoir suivi aveuglement le chef du pouvoir exécutif, avoir subi la domination de ce vicillard entêté et exclusif et avoir consacré par la forme légale tant de mesures étroites, réactionnaires et impopulaires qu'il ne cesse depuis quarante ans de caresser dans ses rêves politiques surannés?

A ce résultat fatal il n'y a qu'un remède: c'est de se dégager de cette influence malfaisante, c'est de porter le regard au-delà du cercle usé, égoïste et mesquin où M. Thiers renferme l'Assemblée avec cette tenacité que l'âge n'a fait qu'enraciner en lui. Il faut que cet esprit de libéralisme, d'idées grandes et généreuses qui anime la majorité de nos représentants éclate au dehors et que, par déférence pour un révolutionnaire attardé dans les vieux errements de 1830, ils n'aillent pas compromettre l'autorité que la nation a mise entre leurs mains.

Mais si les conservateurs ont des raisons d'être attristés de l'épreuve électorale, nous ne voyons pas en quoi le parti avancé peut s'en réjouir. Qu'ils nous pardonnent de leur enlever une illusion qui leur est chère: en réalité la démocratie a été le 2 juillet battue aussi bien que ses adversaires. Les républicains ont voté avec ensemble et ils ont généralement fait triompher les candidats qui leur avaient été proposés. Mais là n'est pas la question; il ne s'agit pas de savoir si l'armée démocratique manœuvre avec ensemble et précision, mais il lui importe de connaître si les chefs auxquels elle obéit lui sont sincèrement dévoués, s'ils la font combattre pour ses véritables intérêts et si la campagne qu'ils lui ont fait entreprendre doit aboutir pour elle à un triomphe régulier, efficace et stable.

Or, à cet égard, à ne considérer que les élections de notre ville qui tiennent certainement le premier rang dans le mouvement démocratique, il faut bien convenir que ce résultat ne sera pas obtenu et que les candidats qu'elle a portés au pouvoir seront bien plus aptes à faire leurs propres affaires qu'à faire triompher la cause de leurs mandataires. Il n'y a pas jusqu'à cet admirable ensemble, avec lequel le vote s'est effectué, qui ne témoigne d'une manière incontestable de l'abaissement du parti populaire. Comment! les démocrates s'enorgueillissent surtout de leur indépendance individuelle, ils se disent pour la plupart libres-penseurs et dans une question aussi

grave, aussi vitale que celle de la nomination à l'Assemblée nationale, ils acceptent les yeux fermés, sans contrôle, sans examen, les deux premiers individus que leur propose un comité, fraction infiniment petite de la grande famille démocratique. Comment! ils ne cessent de s'élever contre l'armée parce qu'elle est soumise à un lien disciplinaire qui enchaîne le libre arbitre du soldat, et les voici qui, eux-mêmes, se soumettent tout d'un coup à cette même discipline et qui se glorifient de voter militairement. Ils ont obéi avec la docilité des écoliers, ils ont manœuvré politiquement comme un peloton de recrues sous les ordres d'un caporal-instructeur, et ils se félicitent, et ils s'admirent, et ils se frottent les mains. Ils s'imaginent avoir fait acte de citoyens, et ils n'ont fait qu'acte de valets, et de valets qui ne connaissent même pas leurs maîtres. Nous avons, disent-ils, obéi au mot d'ordre du comité. Mais quel est ce comité, quelle influence avez-vous sur lui, quel lien vous unit, quelle responsabilité a-t-il vis-à-vis de vous et, s'il lui plaît d'un jour à l'autre de modifier votre programme, d'interpréter à sa guise vos intérêts et vos besoins, quelle sera votre garantie et votre sauvegarde contre ces déterminations arbitraires? Et d'ailleurs regardez un peu et dites si le choix qu'il vous a proposé et que vous avez sanctionné par vos votes représente en aucune façon vos inspirations et vos tendances. A l'égard de l'un d'eux, assurément non et vous n'en disconvenez pas; à l'égard de l'autre, vos espérances sont bien vagues et bien indéterminées. Vous comptez sur un orateur, et il est possible qu'il le soit, mais croyez-vous qu'il soit sincèrement résolu ou capable de réaliser vos espérances. Vous marchez à une œuvre d'émancipation politique et sociale; croyez-vous qu'il faille pour cette tâche immense un homme dont la profession consiste justement à remplacer la simplicité des idées par le flot des paroles brillantes? Il y a vingt ans, vous aviez à votre tête quelques hommes de tête, d'inspiration et de génie, ils ont succombé à la tâche, étouffés, trahis par cette tourbe de bavards que vous leur aviez imprudemment adjoints, et voici maintenant que vous retombez dans la même faute, vous vous jetez de nouveau entre les griffes des avocats, mais par compensation vous n'avez plus parmi vos chefs ni historiens, ni économistes, ni penseurs! Mais, dites-vous, s'ils ne parlent pas vous êtes sûrs qu'ils voteront bien; détrompez-vous: il est plus difficile de voter juste que de bien parler. Non, ils ne voteront pas bien. Ils voteront au jour le jour suivant l'impression du moment, mais sans principe arrêté, sans doctrine qui illumine les ténèbres politiques de leurs intelligences.

Il est bien vrai, et c'est triste à dire, mais le résultat électoral n'est heureux pour personne. Le vote de la démocratie n'est qu'un défi jeté à la face du parti conservateur. Si les maladroitesses imprudences de M. Thiers ont compromis la cause conservatrice, la manifestation du parti populaire ne compromet pas moins sa propre cause. Cette ligne de séparation que nous aurions voulu voir s'effacer entre les deux grandes fractions de la société française, s'est accentuée plus vivement; la limite est devenue un fossé et maintenant le fossé se creuse en abîme. D'un côté, la menace agressive; de l'autre, la réaction défensive et qui s'éloigne d'autant plus qu'elle est plus épouvantée. D'où nous viendra donc le salut? Il n'y a pas à hésiter, c'est le parti conservateur seul qui peut faire quelque chose; la démocratie est hors d'état de se sauver elle-même, sa perte sera celle du pays. Il faut donc que la partie la plus éclairée de la nation vienne à son aide; il faut que, réagissant contre des préjugés absurdes et des répugnances injustes, ceux qui savent éclairent ceux qui ne savent rien, ceux qui sont forts tendent une main cordiale et fraternelle à ceux qui sont faibles.

La démocratie est comme la montagne de Mahomet; elle ne peut venir, il faut donc aller à elle. C'est là le programme que nous n'avons cessé de prêcher, mais nous sommes incapables de le réaliser. Nous continuerons donc nos modestes appels et le résultat électoral est pour nous une nouvelle occasion d'affirmer que ces luttes, ces divisions sont la ruine des deux partis; elles ne servent qu'à faire la fortune de quelques ambitions hypocrites et malsaines.

LÉO.

Un Journal perspicace

Un de nos confrères a jugé à propos de consacrer un article pour démontrer que notre théorie, la monarchie démocratique, était « une farce, une charge d'atelier, un système dont le moindre défaut est d'être grotesque » une extravagance enfin, qui ne peut être soutenue que par des gens à qui il ne manque « qu'un peu de sens commun et un léger équilibre de cerveau. »

A une telle façon d'argumenter, il pourrait nous suffire de répondre: que l'idée d'une monarchie démocratique n'est une extravagance que pour les sots, dont une crasse ignorance est le seul mérite, mais ce serait une grossièreté dont nous serions fâché de nous servir, surtout vis-à-vis de nos amis personnels.

Nous pourrions dire aussi que la monarchie démocratique est un système politique qui a déjà fonctionné d'une manière régulière et chez divers peuples; que son développement a entraîné avec lui le progrès social le plus surprenant et le plus radical, mais notre contradicteur s'écrierait qu'il n'a jamais rien vu de semblable dans les écrits d'Alexandre Dumas et de Victor Hugo, qui forment l'ensemble de ses connaissances historiques.

Nous pourrions encore, à l'appui de l'expérience, démontrer cette vérité par l'examen des principes métaphysiques qui servent de base aux sociétés humaines, mais notre confrère nous répliquerait qu'il n'a pas appris la métaphysique, et que du moment qu'il sait le code et qu'il tourne assez drôlement une phrase pour faire passer une sottise pour une chose sensée, il a de logique et

de philosophie plus qu'il n'en faut pour un journaliste. Et puis, nous serions peut-être amené à lui parler d'une certaine loi métaphysique, intelligence qui gouverne le monde et qui s'appelle Dieu, et dont les manifestations s'appellent Providence, principe qu'il taxerait immédiatement d'idée stupide, ce qui ne l'a pas empêché de prêcher la providence de Gambetta et de traiter Flourens, le savant professeur d'anthropographie, comme une brute féroce, sans idée et sans intelligence.

Nous sommes donc forcé de renoncer, vis-à-vis de notre cher adversaire, aux arguments que nous fourniraient l'histoire, la métaphysique et la logique, et nous ne pouvons nous consoler de nous justifier de ses critiques qu'en cherchant dans le même numéro où il nous critique, la preuve écrite de sa main, que sa perspicacité est tant soit peu au dessous de la moyenne ordinaire. Le journal en question a, en effet, présenté pour candidat, le colonel Denfert, « une illustration européenne! » suivant lui, et M. Tavernier, un ingénieur des plus distingués, ayant eu des succès peu communs à l'école polytechnique, où il est entré et d'où il est sorti *numéro un!* Tel était la liste républicaine qui, seule aux yeux de ce journal, pouvait avoir de la chance. Notre ami combattait par conséquent, malgré ses sympathies, MM. Edouard Millaud et Ordinaire fils, « par la simple raison qu'ils n'avaient aucune chance sérieuse d'être élus. » Et de même qu'il gratifie la monarchie démocratique d'idée extravagante, il qualifiait de « sottise » le choix du Comité central.

Or, la liste qui, d'après notre contradicteur, n'avait aucune chance sérieuse d'être élue, a réuni au delà de 198,000 suffrages, tandis que le choix qui, à son avis, devait en avoir beaucoup plus, n'a guère dépassé 49,000 et s'est trouvé en dernier ordre de toutes les listes et, par conséquent, au-dessous de la liste monarchiste et clérical 51,498. Après cela, nous sommes très-peu humilié d'être taxé d'extravagant, de gens dépourvus de sens commun et dont le cerveau n'est pas dans son équilibre. Notre théorie est une extravagance tout autant que le choix du Comité central était une sottise, et si notre bien-aimé confrère apprécie avec un pareil défaut de jugement une question aussi simple, aussi facile à prévoir, le lecteur n'aura pas la peine de juger s'il est apte à prononcer sur des questions d'une nature beaucoup plus élevée et dans un ordre d'idée dont il n'a pas montré la moindre connaissance, ni le moindre sentiment, si, en un mot, il est bon appréciateur sur des questions de principes qu'il n'a pas étudiées le moins du monde, lorsqu'il commet d'aussi lourdes bévues sur les faits qui se passent sous ses yeux et dans lesquels il se dit compétent.

DÉMOPHILE.

Ce que coûtent les Républiques.

Parmi les arguments que les partisans du système républicain font valoir en faveur de ce régime bâtarde de gouvernement, ils allèguent surtout l'économie qui doit en résulter pour les citoyens. Il vient même de paraître en ce sens une brochure intitulée : *Ce que coûte un Monarque*, où l'auteur, M. Albert Osmonville, cherche à établir à grands renforts de listes civiles, de dotations, de pensions, de fonds secrets, l'économie que doit produire le régime républicain. Tout cela n'est qu'un pur sophisme en faveur d'un préjugé vulgaire, car il ne s'agit pas de savoir ce que l'on paie à un gouvernement pour administrer l'état, mais ce que coûte un gouvernement en administrant l'état. Or, il est constant que la République en France a toujours été le gouvernement le plus coûteux, plus coûteux même que le régime impérial.

Nous trouvons, à l'appui de cette vérité, dans une petite brochure que nous recommandons à nos lecteurs, des chiffres dont le langage est plus éloquent que tous les comptes dressés par avance pour démontrer l'économie républicaine. Cette brochure publiée à l'imprimerie Pélagaud, sous ce titre la *République est-elle possible. Réponse au Père Marchal*, par l'abbé A. C. L., établit ainsi le bilan financier de la première République française :

Vente de biens nationaux	3,325,000,000
Emissions d'assignats	47,000,000,000
Emprunts	2,000,000,000
Emissions de mandats	2,407,000,000
Total	54,732,000,000

Qu'on ne se y trompe pas, c'est bien plus de cinquante-quatre milliards, car ce chiffre de 47 milliards pour les assignats n'est pas une erreur typographique et la cause de cette émission effrayante de papier monnaie venait à la fois de la disparition du numéraire, de la falsification des assignats et surtout de l'énormité de la dette publique. L'auteur ajoute à ce compte financier le compte non moins éloquent et non moins digne d'intérêt, des victimes des luttes révolutionnaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il s'élève au chiffre de 4,026,422 Français, morts sur les champs de batailles ou sur l'échafaud.

La seconde République, celle de 1848, a, en quatre ans, augmenté la dette publique de 707,336,700 fr. ce qui donne en moyenne une augmentation annuelle de 179,384,191 fr. Comparée avec les dépenses de la Restauration, la République de 1848 offre un surcroît annuel de 108,881,423 fr. et avec la monarchie de juillet, de 102,431,432 fr., et il importe bien de remarquer que ces quatre années de république se sont passées en pleine paix et sans aucune charge antérieure, tandis que la restauration avait hérité des dettes énormes du premier empire, du résultat de deux invasions étrangères, des frais d'indemnité de guerre, de la solde arriérée d'une armée

dont le chiffre dépassait de beaucoup les besoins de l'Etat et dont il fallut payer en partie les cadres après leur licenciement forcé. Il faut encore ajouter à ces charges imposées au gouvernement de la restauration le milliard d'indemnité voté pour consacrer la spoliation des victimes de la révolution en empêchant toute revendication et par conséquent pour rendre à ces propriétés irrégulièrement acquises leur valeur réelle en leur accordant un droit légal. Nous ne comptons pas non plus la perte faite sur les biens nationaux, qui furent vendus à un prix bien au-dessous de leur valeur et causèrent ainsi à l'Etat un préjudice que l'on peut évaluer à 40 milliards sans crainte d'être au-dessus de la vérité.

Quant à la république actuelle, elle nous laisse, dit l'auteur cité, avec un accroissement de 9 milliards à la dette publique et cela dans l'espace de cinq mois. De plus, elle nous fait perdre deux provinces.

Nous savons bien qu'à cela les défenseurs plus ou moins sincères et plus ou moins intéressés de la république répondent en rejetant ces pertes énormes sur le compte du précédent gouvernement, mais cet argument n'a plus aucune valeur maintenant que l'on sait à n'en pas douter que les désastres qui ont suivi Sedan ont été causés exclusivement par l'ineptie et l'outré-écuidance des hommes du 4 septembre, infatués de leurs fausses idées républicaines. Certes nous n'avons jamais été les partisans de l'empire, et nous ne méconnaissons pas la part de responsabilité qui lui incombe dans ces malheureux événements, mais cela ne nous empêche pas d'être équitable envers lui comme envers tous et de ne pas faire retomber sur lui des fautes dont il est complètement innocent. Il est certain aujourd'hui, c'est une vérité reconnue en France aussi bien qu'à l'étranger, que, si la France avait conservé au 4 septembre le gouvernement qu'elle avait en ce moment, la paix se serait alors conclue d'une manière bien moins désavantageuse, les pertes et les frais étaient alors relativement insignifiants et les exigences du vainqueur auraient été proportionnellement modérées. Si la guerre est entrée dans cette seconde phase désastreuse et épouvantable, la faute en est exclusivement aux hommes du 4 septembre, et cela par deux raisons. La première, c'est que voulant se maintenir au pouvoir ils n'offraient pas à l'ennemi des garanties suffisantes pour traiter de la paix et qu'ils ont mieux aimé sacrifier le pays plutôt que de renoncer au pouvoir dont ils s'étaient eux-mêmes illégalement investis; la seconde, c'est que pour conserver la popularité, seule force qui les eut mis à la tête du gouvernement, ils ont adopté un système de politique absurde, insensé, remplacé les formes diplomatiques par des déclamations ampoulées et menaçantes, et au lieu de discuter, avec le vainqueur, d'une paix raisonnable, ils ont formulé ce programme d'une outré-écuidance ridicule : Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses.

Il est certain, au contraire, qu'avec un gouvernement monarchique la paix se serait faite à des conditions honorables et, sans entrer dans de plus amples raisonnements, nous n'avons qu'à citer l'exemple de 1814, où les puissances alliées maîtresses de toute la France et ayant à venger vingt ans de guerre, de conquêtes dirigées contre elles, laissèrent néanmoins notre pays intact, sans humiliation et sans lui rien enlever de ses frontières traditionnelles.

Encore une fois, il ne faut pas demander ce que l'on paie à un gouvernement mais ce qu'il coûte et, d'après ces faits incontestables, il est certain que le gouvernement républicain est le plus coûteux de tous, nous venons de le démontrer par des chiffres, par l'expérience, une autre fois nous le démontrerons par l'examen théorique des lois qui régissent le mécanisme du gouvernement.

LÉO.

QUESTIONS DISCRÈTES

Maintenant que MM. Millaud et Ordinaire sont sortis des ténèbres de la vie privée pour se produire dans la pleine lumière de la vie publique, il est nécessaire que cette lumière les éclaire complètement. Ils sont devenus nos mandataires, nous avons le droit de les connaître et d'en obtenir toutes les explications propres à faire apprécier leur personne, leur caractère et leurs sentiments.

A ce titre, nous demandons une réponse aux questions suivantes que propage la rumeur publique :

1° M. Edouard Millaud est-il de la famille du banquier israélite Millaud, propriétaire du *Petit Journal* et dont les sympathies bonapartistes sont bien connues et par conséquent de M. Albert Millaud le spirituel et zélé collaborateur du *Figaro*, où il fit jadis une si brillante campagne en faveur du plébiscite de 1870? Cette particularité, si elle est exacte, tendrait à prouver que la tribu des Millaud ne craint pas pour atteindre la Terre promise de se mettre dans les rangs des Amalécites pas plus qu'elle n'hésite à se mêler parmi les courtisans de Pharaon.

2° Est-il vrai, comme le bruit en court, que M. Ordinaire qui, entre parenthèses, n'est pas du tout cultivateur, est-il vrai qu'il ait été interdit? Il serait à propos que notre nouveau représentant lava sa réputation de cette tache ou bien qu'il explique la cause de ce petit désagrément qui, sans doute, ne lui aurait été mérité que pour quelques peccadilles de jeunesse.

Nous ne doutons pas que ces Messieurs n'aient fourni des explications satisfaisantes sur tous ces points au Comité central qui a proposé leur candidature, mais le Comité central est tellement perdu dans les nuages de sa toute-puissance impersonnelle qu'il est insaisissable et qu'il ne daigne jamais s'abaisser jusqu'à entrer en explications avec les simples soldats de l'armée électorale.

ALÉTHÉS.

MITRAILLEUSES

Nous aurions voulu souhaiter la bien-venue à tous les nouveaux journaux qui, depuis plusieurs mois, n'ont cessé de se succéder les uns aux autres. Nous n'avons pu remplir ce devoir : plusieurs ont déjà disparu. Nous signalerons aujourd'hui le *Journal des Fous* arrivé à son troisième numéro et qui a pour rédacteur M. Déchaux, un ancien collaborateur du journal le *Guignol*, si nous ne nous trompons. *Miss Diogène*, gazette des femmes nerveuses, est une petite revue dont le numéro spécimen d'aspect galant et imprimé sur papier rose a déjà paru et dont le premier numéro doit paraître le 9 juillet. Nous avons cru y reconnaître la plume d'un autre collaborateur du *Guignol* et celle d'un écrivain humoristique, favori des gourmets littéraires. — Mais, — car il y a un mais, dans la gazette rose — nous y avons lu dans une tirade contre la monarchie : « La monarchie n'a plus cours : 89 l'a démonétisé. » C'est très-joli, mais ce n'est pas ça. 89 pas plus que 90, pas plus que 91 n'a démonétisé la monarchie. C'est à lui, au contraire, que nous devons la formule de ce principe fondamental : La France est une *monarchie héréditaire*. Ah ! mademoiselle Diogène, ayez de l'esprit tant que vous voudrez, mais ne dites pas de sottises.

Des sottises et des conséquences, on n'en trouve pas que dans les petits journaux de province à teinte rose ; il s'en rencontre ailleurs. Voici, par exemple, qu'à l'Assemblée où l'on discute ce ridicule projet de loi sur la presse, ce sont les républicains qui le soutiennent, ceux-là mêmes que nous avons sans cesse vu jeter en travers des roues du gouvernement impérial, leur marotte de la liberté de la presse. Tartuffe a posé son masque. Heureusement qu'il y a des monarchistes comme le comte de Castellane pour défendre la cause libérale. Cela fait compensation.

En tous cas, si nous ne nous instruisons pas, ce ne sera pas faute d'enseignements. Après l'exemple des républicains adversaires de la liberté, nous aurons eu aussi celui du suffrage universel. Le colonel Denfert, l'héroïque défenseur de Belfort, que ses soldats prétendent n'avoir jamais vu, le colonel Denfert a été nommé dans deux départements qui ne le connaissent pas mieux que les mobiles du Rhône de la garnison de Belfort. Aussi a-t-il obtenu dans ces départements une majorité écrasante. Dans cette dernière ville, il n'en a pas été de même ; il s'est traîné avec une infime minorité derrière M. Keller. Il paraît que là il était mieux connu.

LÉGION.

Correspondance.

Un particulier. — Merci petit, en attendant que je te fasse pêter la miaille.

Ratabéra. — Je te répondrai la semaine que vient pour à cause que j'ai un papier à envoyer à M. Quartier.

Cécile. — Nous avons quatre réponses en retard : la vôtre est du nombre. Nous espérons lundi réparer ce retard involontaire.

M. A. E. R. — Mille nouveaux remerciements. Votre approbation est pour nous un encouragement et une autorité qui compensent amplement les déboires que l'on ne nous ménage pas, il est vrai, plus par aveuglement que par mauvais vouloir. Le moment est si troublé qu'il faut une grande impassibilité pour que le jugement ne soit pas influencé.

EN VENTE

Au Bureau du GUIGNOL ILLUSTRE

La Cause de l'Arrestation du colonel Ferrer.

Prix : 50 centimes

Le Gérant, VIBERT.

Versailles et Washington.

Un petit journal populaire, le *Défenseur des droits de l'homme*, dont nous nous plaisons à reconnaître la sincérité et les bonnes intentions, a publié un article dans lequel il fait l'éloge de la clémence des Etats du Nord de l'Amérique vis-à-vis des confédérés vaincus. Mettant en parallèle les excès de répression autorisés par M. Thiers, lors de la défaite de la Commune, avec la conduite du gouvernement américain dans une circonstance analogue; il cite sans hésitation ce dernier comme un modèle qu'aurait dû imiter notre gouvernement. « Les vainqueurs, dit ce journal, exercèrent-ils d'atroces vengeances contre les vaincus? Comment célébrèrent-ils à les traiter d'esclaves et d'esclavages pour justifier d'avance les plus implacables traitements? Non, les citoyens de l'Union ne voulurent point déshonorer leur victoire et leur noble République par des actes de colère et de violence indignes d'un peuple chrétien et civilisé. Les sentiments d'humanité étouffèrent en eux tous les desirs de vengeance. Pas un fédéré du Sud ne fut fusillé.... Voilà l'exemple d'humanité, de sagesse et de modération qu'a donné au monde

GRAND FEDERAL MENAGERIE!! NOW ON EXHIBITION!!



Le général BUTLER à la Nouvelle-Orléans, — d'après une gravure satirique américaine.

« la République de Washington. » Croirait-on en lisant des assertions catégoriques qu'elles sont complètement fausses? Rien n'est plus vrai cependant et la République de Washington, bien loin de donner des exemples d'humanité, de sagesse et de modération, dans cette circonstance, éjouvanté le monde civilisé par des excès de violence, d'injustice et de cruauté. La conduite des nordistes victorieux a dépassé tout ce que l'on peut imaginer en fait de vexations et de lâches vengeances; non-seulement des fédérés furent fusillés, mais un grand nombre furent pendus au mépris même de la foi jurée. Des familles entières, femmes et enfants, furent abandonnées à la fureur des nègres et cela sous les yeux des soldats de l'Union qui ne s'opposaient pas à ces monstruosités, quand ils n'y prenaient pas eux-mêmes part. Ni le sexe ni l'âge ne furent épargnés; ni le droit légal ni le droit des gens ne furent respectés et le Sud se trouva dans la position d'un peuple conquis et conquis par une horde de barbares. On ne peut contenir son indignation quand on lit les scènes de carnage, de rapines, de violences et d'outrages dont cette malheureuse et héroïque population fut la victime. On vit, après la chute du dernier boulevard des Etats du

Sud, la capitulation, qu'avait obtenue sa faible garnison, indignement foulée aux pieds; des officiers qui en faisaient partie furent mis à mort sous de faux prétextes et par pur esprit de vengeance. Les propriétés privées furent confisquées et vendues à vil prix; les dépouilles des victimes devinrent la proie de leurs assassins; les femmes furent abandonnées à la brutalité des soldats ou aux outrages d'ordonnances de police humiliantes et vexatoires. On exigea ce fameux serment d'allégeance, sans lequel il n'y avait pour le Sudiste ni droit commun ni droit des gens. On ne souffrit même pas les plaintes et la moindre manifestation était considérée comme une crime. Tous ces faits dont nous pourrions fournir des exemples précis sont acquis à l'histoire et les territoires ruinés et dévastés des Etats du Sud attestent encore par leur désolation l'implacable vengeance des Etats du Nord.

Nous reproduisons à cette page

une estampe qui rappelle le nom et les violences de l'un des agents du gouvernement de Washington dans cette horrible tâche: Butler, un méchant avocat, que les Etats du Nord avaient promu au grade de général et qui ne réussit jamais qu'à se faire battre par les troupes du Sud, fut nommé gouverneur de la Nouvelle-Orléans après la prise de cette ville par l'amiral Ferragut. Là il se signala bientôt par un zèle qui excita la réprobation des représentants des puissances étrangères. La ville, mise en état de siège, fut soumise à toutes les rigueurs de la loi martiale; personne n'était toléré dans les rues à partir de 9 heures du soir: on était arrêté sous le plus futile prétexte. Entre autres ordonnances, il est bon de mentionner celle qui assujétissait aux réglemens de police contre les femmes de mauvaise vie, les dames de la ville qui se permettaient des manifestations en faveur de la cause du Sud. Lors du passage d'un convoi de prisonniers

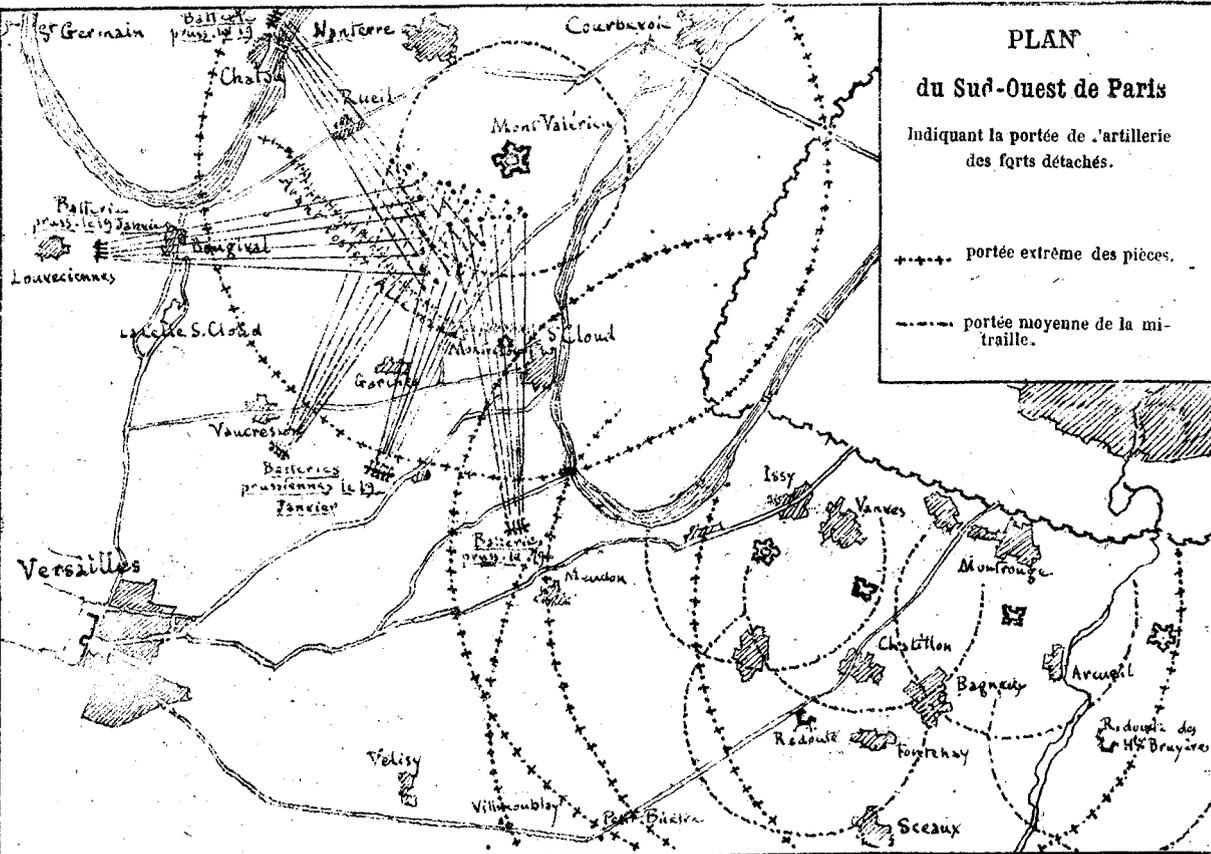
sudistes, les habitants s'étant portés sur la jetée et ayant salué de leurs mouchoirs les navires qui emportaient leurs amis et leurs parents, Butler fit brutalement charger cette foule inoffensive et cette journée, qui compta parmi les femmes et les enfants plus d'une victime, conserva le nom de *Bataille des mouchoirs*. Chez le tyranisme (gouverneur de la Nouvelle-Orléans, la cupidité égalait la férocité. Les trésors des églises n'échappèrent pas à ses mains rapaces. C'est un acte de ce genre que fait allusion notre dessin. Le bruit étant venu aux oreilles de Butler que des objets de prix avaient été cachés dans la tombe du général sudiste Johnston, tué quelques semaines auparavant, il n'hésita pas à faire ouvrir son tombeau et même son cercueil, où naturellement on ne trouva rien. Cet outrage inqualifiable aux mânes d'un ennemi, n'excita pas moins d'indignation que les excès contre les personnes et contre les propriétés. Un dés-

sinateur étranger, alors résidant à la Nouvelle-Orléans, représenta Butler sous la forme d'une hyène fouillant avec ses griffes la tombe de Sydney Johnston. En haut est une légende anglaise signifiant: Grande ménagerie fédérale actuellement en exhibition; au-dessous on lit: *The great Massachusetts hyena, an extraordinary animal newly discovered, trow to his traditional instincts, he violates the grave, ce qui veut dire: La grande hyène du Massachusetts, animal extraordinaire nouvellement découvert; conformément à ses instincts traditionnels, il viole les tombes.* Notre confrère, dont nous ne mettons pas en doute la bonne foi, supposera peut-être que nous avons exagéré et que nous nous en sommes rapportés à des témoignages intéressés; il n'en est rien et nous pouvons comme dernière preuve fournir l'attestation d'un homme non suspect de partialité en faveur du Sud et que le *Défenseur des droits de l'homme* ne ré-

cusera certainement pas. Ce témoignage n'est rien autre que celui du général Cluseret; ce n'est pas même un témoignage après coup, mais une déclaration faite au moment même. Pendant l'une des campagnes à laquelle Cluseret prit part dans les troupes du gouvernement de Washington, les excès commis par les nordistes contre les femmes et les enfants en vinrent à ce point qu'il demanda son changement pour ne pas être témoin d'atrocité qui révoltaient sa conscience de soldat et d'honnête homme. Nous laissons notre confrère sur cette dernière preuve, mais nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur le régime gouvernemental des Etats-Unis et cette fameuse guerre de sécession, toutes choses qui sont de la plus haute importance et qui, en France, sont l'objet des plus étranges et des plus absurdes préjugés.

Les sorties du 19 Janvier et du 3 Avril.

Nous ne nous étions pas trompés en avançant dans notre avant-dernier numéro qu'on se faisait encore à Paris une fausse idée de la situation militaire pendant le siège et des résultats qu'on pouvait obtenir. Un de nos lecteurs parisiens, écho de ces mêmes préjugés, nous a écrit pour réclamer contre l'argumentation que développait notre article sur la sortie du 19 janvier. Il est, nous dit-il, « persuadé que si la population avait voulu accompagner M. Trochu au cri de vive le roi et non de vive la république, ce général l'aurait conduit à la victoire. » Voilà, certes, la preuve la plus inouïe de l'aberration de jugement qui règne dans l'esprit des Parisiens. Nous n'avons pas à l'examiner, mais seulement l'unique argument que fait valoir notre bienveillant contradicteur. « Vous dites, nous écrit-il, que la tactique des derniers généraux de la Commune est une preuve de l'impossibilité où était M. Trochu de faire une sortie heureuse, mais vous n'avez oublié qu'un petit point: c'est que M. Trochu avait le Mont-Valérien et que la Commune ne l'avait pas, que M. Trochu, avec des pièces de 8 de 40,000 mètres de portée n'a pas



fait tirer dix coups de canon pendant la bataille de Buzenval. Je vous prie donc, Monsieur, continuer votre courriel, si, comme je le crois, vous êtes de bonne foi. » Il y a dans cette réclamation deux erreurs fondamentales: en premier lieu, notre lecteur ne se rend pas compte du rôle restreint d'une forteresse dans une action offensive telle qu'une bataille; en second lieu, il oublie qu'il y a deux sorties des Parisiens, le 3 avril et que dans l'une de ces sorties le Mont-Valérien n'a pu contrarier les fédérés qui, au contraire, étaient soutenus par le feu des forts du Sud et de la redoute de Châtillon. Si la colonne conduite par Flourens a été en partie mise en déroute par le Mont-Valérien, c'est que, comme nous l'avons dit souvent, des milices civiles ne sont pas capables de la même résistance que les troupes régulières. La mitraille du Mont-Valérien a coupé en deux l'armée de la Commune, mais cependant elle n'a pu empêcher la tête de colonne de gagner Châtou, de pénétrer jusqu'aux premières lignes versaillaises d'où les Parisiens furent débusqués, non par le canon de la forteresse, mais par les soldats. Au Sud de même, malgré l'appui que leur donnait l'artillerie des forts d'Issy, de Van-

ves, de la redoute de Châtillon, ils ne parvinrent pas à occuper Meudon, ni à dépasser Vélizy. Là encore, ils furent repoussés par l'armée, quoi qu'elle fut en nombre bien inférieur. Par conséquent, le feu du Mont-Valérien n'a donc pas joué, dans leur défaite, le rôle que leur attribue notre contradicteur. Quant à la sortie du 19 janvier, le Mont-Valérien ne pouvait avoir une influence bien sérieuse sur sa réussite. Il est facile de comprendre que dans semblable lutte tous

les désavantages d'une forteresse dont le feu très-puissant pour se défendre elle-même, devient nul lorsqu'il s'agit de prendre part à un combat dont le champ de bataille se déplace à chaque moment. D'un autre côté, le feu de l'artillerie d'une place est forcément divergent; par conséquent, l'éloignement, non-seulement en diminue l'effet par l'affaiblissement de sa force, mais aussi parce que les projectiles s'écartent et agissent sur une surface d'une plus grande

étendue. Tout au contraire, l'artillerie de campagne étant mobile, non-seulement se déplace suivant le mouvement de l'ennemi qu'elle maintient à sa portée, mais aussi elle peut, en combinant son action, obtenir des feux qui se croisent et réunissent leurs efforts sur un seul point. C'est là une question mathématique dont aucune subtilité ne saurait atténuer la valeur et qui suffirait à trancher la difficulté, mais il est à remarquer en outre, qu'en supposant même

que nous eussions forcé la première ligne prussienne, nous nous serions trouvés hors de l'appui du Mont-Valérien et en présence d'une artillerie plus formidable encore que celle que nous avions eu à affronter. Nous avons donc raison de dire que notre triomphe n'aurait abouti qu'à un désastre irréparable. Le petit plan que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs permet de saisir d'un coup d'œil ce raisonnement; nous y avons indiqué par des cercles l'extrême rayon

de la portée de nos obus et de l'effet des boîtes à mitraille. On y remarque également le tracé théorique du tir des cinq batteries de campagne qui écrasaient nos troupes sous leur feu concentrique pendant la sortie de Buzenval. Cela doit suffire à compléter, par des preuves palpables, le raisonnement théorique que nous venons de développer.